

**ARRETE MUNICIPAL**

**PORTANT SUR LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION**

**DG/FNV 2025.T1429**

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE-sur-MER**,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1,  
L 2213-1 et suivants,  
Vu les articles du Code de la Route,  
Considérant la demande de **l'entreprise VIKTOR** en date du 17 Décembre 2025 chargée par le  
Restaurant LES 4 CHATS du démontage de sa terrasse dans le cadre de futurs travaux prévus par  
l'entreprise SATO sur le réseau gaz, **9 rue d'Orléans à Trouville-sur-Mer**.  
Considérant qu'il convient, pour des raisons de sécurité, de réglementer le stationnement et la  
circulation **rue d'Orléans**.

**ARRETE**

**Article 1 :** Le stationnement sera interdit sur **6 places** (10 m<sup>2</sup> x 5) **du N° 1 au N° 15 rue d'Orléans :**

- ▶ **5 places du N° 1 au N° 9 y compris sur l'emplacement PMR ;**
- ▶ **1 place au droit du N° 15 ;**

et sera réservé à l'entreprise VIKTOR chargée des travaux de démontage de la terrasse du Restaurant  
LES 4 CHATS pour permettre à l'entreprise SATO d'effectuer ses travaux sur le réseau gaz. Un balisage et  
une protection devront être mis en place par l'entreprise pour éviter tout risque d'accident avec les  
piétons et les automobilistes.

**Article 2 :** Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables **du Lundi 05 Janvier 2026 au Vendredi 16  
Janvier 2026**.

**Article 3 :** La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle  
temporaire ; **elle sera mise en place par les Services Techniques Municipaux** avec affichage de l'arrêté  
sur les panneaux de stationnement interdit et sera entretenu par l'entreprise VIKTOR.

**Article 4 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et  
règlements en vigueur. Tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise  
en fourrière.

**Article 5 :** Madame le Maire, Madame le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité  
Publique de Trouville/Deauville, Monsieur le Chef de poste de la Police Municipale et les agents  
assermentés de la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du  
présent arrêté.

**Fait à Trouville sur Mer, Le 17 Décembre 2025**

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de  
deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme  
d'un délai de deux mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par  
courrier ou via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un  
délai de deux mois à compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du  
recours administratif préalablement déposé.